

Conseil d'administration de l'ODEADOM des 21 et 22 novembre 2024.

Un office en ordre de marche, des échanges nourris dans les instances et des annonces qui appellent des précisions pour des travaux à venir en faveur de la souveraineté alimentaire des Outre-mer.



Le conseil d'administration de l'ODEADOM s'est réuni à Montreuil les 21 et 22 novembre 2024 sous la présidence de Joël Sorres pour son rendez-vous de fin d'année permettant d'adopter son budget mais aussi de débattre des évolutions pour le développement agricole des territoires ultramarins. C'est ainsi que les directeurs généraux de la DGPE du ministère en charge de l'agriculture et de la DGOM du ministère des Outre-mer ont annoncé la mise en place prochaine de groupes de travail consacrés aux enjeux majeurs qu'affrontent ces territoires. Ces travaux seront notamment destinés à préparer la réunion du comité interministériel des Outre-mer qui sera réuni début 2025 par le Premier ministre.

Cette réunion du conseil a également été l'occasion de débats approfondis entre les membres autour du programme POSEI, la réalisation du programme 2023, qui a permis l'octroi de 327 millions d'euros aux filières agricoles ultramarines, la progression du programme 2024, pour lequel 130 millions d'euros ont déjà été versés depuis la mi-octobre et la proposition de programme 2025 qui a été transmise à la Commission européenne. Cette proposition 2025 sera d'ailleurs rapidement complétée avec la mise en place d'un dispositif expérimental en Martinique de Contrat territorial d'engagement agro-écologique (CTEA) préparé avec la collectivité de Martinique et la Chambre d'agriculture.

Au-delà, le conseil a été tenu informé des évolutions du réseau RITA Outre-mer (réseau d'innovation et de transfert agricole) dont la troisième génération va se déployer dans les mois qui viennent avec un pilotage par l'ACTA, Chambres d'agriculture France, et le CIRAD auquel est associé l'ODEADOM et sous les orientations de la DGER du ministère de l'agriculture. Ont été également présentés les résultats d'une étude pilotée par l'ODEADOM consacrée à la structuration des filières agricoles dans les DROM, et le projet d'un travail d'élaboration d'une matrice de comptabilité économique, sociale et environnementale pour les secteurs de l'élevage associant la Réunion et la Guadeloupe. Un nouveau travail d'analyse est également lancé pour caractériser l'emploi agricole Outre-mer, à la demande des filières agricoles qui identifient cette question d'emploi comme un facteur clef, aujourd'hui très difficile.

Enfin le conseil a abordé

- La mise en œuvre des projets financés à partir des crédits d'orientation territorialisés délégués par le ministère des Outre-mer, avec un dispositif qui fonctionne bien et permet de consacrer 6 millions d'euros à des initiatives locales et à l'appui des acteurs ;
- Les résultats des appels à projets mis en place dans le cadre de la planification écologique dans les Outre-mer et le détail des prochains guichets qui seront spécifiquement consacrés aux Outre-mer. Le conseil a plaidé à nouveau pour une adaptation concertée de ces dispositifs pour qu'ils répondent aux enjeux spécifiques de tous les territoires sans exclusion ;
- Le budget rectificatif 2024 et le projet de budget 2025 de l'ODEADOM, tous deux à ce stade en forte continuité avec ceux des années passées, budgets qui ont été adoptés à l'unanimité.

Cette séance du conseil d'administration sous la présidence de Joël Sorres a ainsi été particulièrement riche. Tous les territoires ultramarins avec lesquels travaillent l'ODEADOM étaient représentés, y compris Saint Pierre et Miquelon, Saint Martin et Saint Barthélemy. Les administrateurs ont réitéré le souhait de pouvoir se réunir à l'avenir à nouveau dans les territoires ultramarins pour concrétiser les échanges autour de l'appréhension du terrain et pour permettre des échanges inter territoires approfondis.